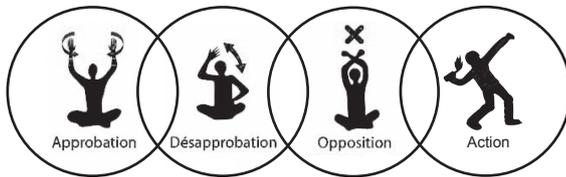


PARIS



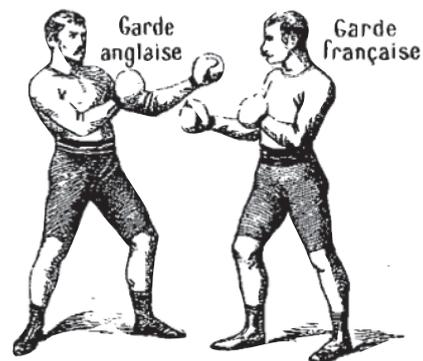
**BULLETIN
DES
LUTTES**

**N° 2
05 / 2016**

DEBOUT...

Le premier numéro de **PARIS DEBOUT**, bulletin de lutte pour le retrait de la loi Travail et son monde a désormais trois semaines. Son but est d'assurer la liaison entre les comités d'action et la rue. Que sont les comités d'action et pourquoi existent-ils ? Les comités d'action existent depuis plus d'un mois et se réunissent tous les mercredis à la Bourse du Travail, près de la station République. Ces comités d'action servent de liaison entre tous et toutes, proposant de coordonner les différentes initiatives de lutte

tion, mais des points d'appui éparss destinés à nourrir la réflexion collective et donc les formes d'action. Ce bulletin est un outil de solidarité pour défendre ensemble des pratiques, des bases politiques communes, pour être plus forts et plus fortes ensemble, dans un souci d'inclusivité ! Pratiques et positions qui partagent cette volonté d'aller plus loin que le simple retrait de la loi El Khomri, de se réappropriier le politique au-delà et contre sa mise en scène électorale, de déborder les cadres



**POLITICIENS, CAPITALISTES,
FLICS, BUREAUCRATES...
ENTRE EUX ET NOUS,
IL N'Y A QUE DES COMPTES
À RÉGLER !**

dans le cadre du mouvement social pour le retrait total de la loi El Khomri dite « loi Travail » :

- # actions de blocages de l'économie (comme les lieux de restauration rapide) ;
- # occupations par les intermittents et les précaires de lieux de travail ;
- # participations aux manifestations (derrière une belle banderole commune) en tentant de maintenir une cohésion entre les différentes stratégies qui s'expriment dans ces moments-là !

Ce bulletin souhaite appuyer la circulation de textes proposant des retours critiques ou ouvrant des perspectives pour la lutte. Les différentes expressions théoriques que vous y trouverez ne sont pas l'émanation directe des comités d'ac-

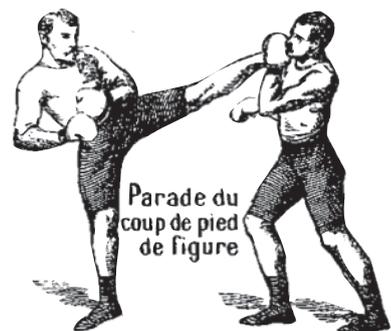
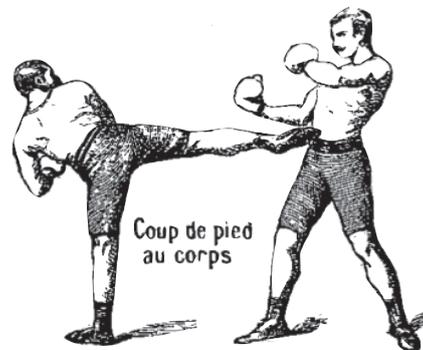
(dans tous les sens du terme) pour élargir la lutte, contre le capital, le travail et l'État.

Ce bulletin n'est pas élaboré par une main invisible et omnisciente. Les copains et copines qui écrivent et / ou réunissent les textes, les corrigent ont besoin de vous et vous invitent à partici-

per activement ! Si vous voyez passer des textes en rapport avec cette mobilisation, autour du mouvement social en cours, si vous avez des infos à partager, n'hésitez pas à nous écrire. Si vous souhaitez nous apporter de l'aide, si vous avez accès à un beau photocopieur A3 recto-verso, sur votre lieu de travail et que vous souhaitez diffuser au plus grand nombre ce bulletin de lutte, si vous voulez nous aider à plier et diffuser ce bulletin, soyez les bienvenus.e.s pour le faire !

**CONTINUONS LE DÉBUT,
ACHEVONS LE TRAVAIL !**

paris-debout@squat.net



ENCORE UNE LOI?! MAIS QU'EST-CE QUE C'EST QU'CE TRAVAIL?

— Well, there's nothin' else to do. I guess it's back to work.
— Work! Don't you dare mention that word in my presence again.

It's not worth it. Takes up your whole day.

— Oh, you can walk the straight and narrow But with a little bit o' luck you'll run amuck!

— Il reste plus qu'à retourner bosser.

— Bosser! Ne redis pas ce mot devant moi!

Ça vaut pas le coup, ça prend tout ton temps.

— La route du devoir est longue et fatigante, Avec un brin d'veine, tu suivras la tangente!



ON EST DÉJÀ QUOTIDIENNEMENT AUX PRISES, DANS CE SYSTÈME, AVEC LA LOI ET AVEC LE TRAVAIL, MAIS LA « LOI TRAVAIL », C'EN EST TROP!

ENCORE UNE NOUVELLE LOI QUI AGGRAVE NOTRE SITUATION. SERAIT-CE L'OCCASION D'UN NOUVEAU MOUVEMENT QUI POURRAIT PORTER UN REFUS ET UNE CONFLICTUALITÉ DÉPASSANT LE CADRE DE CETTE RÉFORME ET DES NÉGOCIATIONS PÉRIPHÉRIQUES QUI L'ACCOMPAGNENT? SANS DOUTE SOMMES-NOUS NOMBREUX, PRÊTS À EN PRENDRE LE PARI. AVEC UNE BONNE COMBINAISON DE CHANCE ET D'ENVIE D'EN DÉCOUDRE BIEN AGENCÉES, C'EST POSSIBLE, ET IL SERAIT D'AILLEURS GRAND TEMPS. DU MOUVEMENT SOCIAL, VOILÀ UN DES INGRÉDIENTS QUI MANQUAIENT CRUELLEMENT AUX MORNES DERNIÈRES ANNÉES. TOUJOURS LES INNOVATIONS QUE LA GESTION CAPITALISTE DÉPLOIE SONT EN NOTRE DÉFAVEUR, SES IMPÉRATIFS SONT CEUX DE SA REPRODUCTION ET DE SA SURVIE: LES « FREINS À L'EMBAUCHE » SONT LES FREINS À L'INTENSIFICATION DE L'EXPLOITATION EN PÉRIODE DE CRISE, ET LA « RÉDUCTION DE L'INCERTITUDE » EST L'INTENSIFICATION DU PROFIT. IL SEMBLERAIT QUE LA RÉPRESSION GÉNÉRALISÉE ET L'AUSTÉRITÉ SOIENT DEVENUES LES SEULES PROMESSES QUE LE CAPITALISME COMPTE TENIR. QUANT À NOUS, LA SEULE CHOSE QUE L'ON PUISSE SE PROMETTRE, C'EST QUE, SANS LUTTE, ON NE GAGNERA RIEN. PAR CONTRE, UNE FOIS EN LUTTE, ON PEUT FAIRE LE PARI QUE CELA NE S'ARRÊTERA PAS. VOILÀ BIEN LA SEULE VIE QUI VAILLE LE COUP!

LÉGALISEZ-MOI TOUT ÇA!

L'assouplissement des règles de licenciement, et la diminution des indemnités prud'homales par la création d'un barème instaurant un plafond, mais pas de plancher (mais qui pourrait habiter une telle situation sans être pris de vertige?) même en cas de licenciement reconnu comme abusif, permet une gestion fluide et sans risque des besoins en termes de main d'oeuvre: c'est un garantisme patronal où le prix à payer de la concurrence et du maintien des profits est toujours du côté des exploités.

Idem pour les trop-perçus de pôle-emploi (et d'ailleurs comment seraient-ils de « trop »?) qui seraient retirés en amont sur les indemnités chômage: c'est en somme une inversion de la charge de la preuve; avec cette mesure, pôle-emploi ne doit plus prouver qu'il aurait trop donné et si c'est accepté récupérer le fruit de ses erreurs, ce serait, avec la loi travail, aux chômeurs de faire les démarches, de batailler, et pour gagner quoi? Au mieux ce à quoi ils ont droit. Ici aussi c'est un garantisme défavorable aux usagers, un garantisme de l'arbitraire, qui sert et conforte le pouvoir de l'institution.

Cette mesure est d'autant plus scandaleuse quand on sait qu'une part très importante des potentiels bénéficiaires du RSA et du chômage ne les touche pas, découragés par la morale travailiste, le dédale, à géométrie variable, des démarches à effectuer, ou les contrôles et le harcèlement administratif.

« Jusque-z-à-quand la sainte clique? etc. »

La baisse de paiement des heures supplémentaires (au point de presque

rendre le concept ridicule, le projet serait-il de le rendre caduque?), sans compter celles qui massivement ne sont déjà pas payées, équivaut à travailler plus pour gagner pareil. Ce qui devient « supérieur », ce qui augmente, ce n'est plus le salaire, mais seulement le temps de travail, la soumission aux besoins du management, l'inféodation de la vie aux nécessités ou aux projections de l'économie à petites échelles, entre les mains des petits chefs.

« On ne dit plus : bonjour patron mais... »

La mesure permettant que, d'un paiement à l'heure, le patron puisse décider de passer au « forfait jour » fait basculer symboliquement les salariés du côté de l'encadrement (après les injonctions concrètes à devenir massivement « auto-entrepreneurs » (sic), va-t-on devoir se prendre pour des « auto-cadres »?). Toute une série de salariés vont se trouver soumis à cette modification du rapport travail-rémunération, et le temps de travail, désormais sans limites formelles, va donc s'accroître largement et arbitrairement. On passe alors à travailler plus pour gagner moins. En voilà du progrès social qui avance, et de mieux en mieux, chacun en conviendra!

#SOCIALOPERIE

En somme c'est un glissement de plus en plus important pour que chacun soit, isolément, de la chair à patron, de la chair à insertion, en prenant appui sur la fiction libérale qui entend qu'on soit libre de louer sa force de travail. Le contrat de travail n'est plus alors une formalisation contractuelle entre un subordonné et un donneur d'ordre, mais se voit rabattu sur le modèle du deal entre égaux sur le libre marché de l'emploi: les garanties sont déjà découpées par branches, elles le deviendraient par entreprises, et les « accords » locaux primerait sur la règle générale, y compris pour les congés. Déjà que pour ouvrir le droit de 5 semaines et demi il fallait travailler un an...

« Vacances vous avez dit vacances? Comme c'est bizarre »

CHRONOLOGIE LAPIDAIRE

21
AVRIL

À 5h30, Blocage du dépôt de bus RATP de Saint Denis.
Balade dans la gare d'Austerlitz puis rassemblement devant l'hôpital Pitié-Salpêtrière, à l'appel d'étudiant.e.s et de syndicalistes cheminots et du personnel hospitalier.

22
AVRIL

Dans la nuit du 21 au 22, un squat est ouvert rue Clavel (19^e arr.) pour loger les réfugiés qui dormaient dehors près de la place de Stalingrad.
Blocage de l'entrée du gala de Sciences-Po Paris, place de la Bourse (2^e arr.).
Plus tard dans la soirée, des tentatives de manif sau-

vage échouent du côté de la place de la République. Des affrontements éclatent entre des manifestant.e.s et la police. Une voiture de la BAC est cramée.

23
AVRIL

Dans l'après-midi, une manif sauvage se déroule dans le 7^e arrondissement. Une cinquantaine de personnes sont nassées par la police

24
AVRIL

Vers 1h du matin, plusieurs dizaines de taxis se joignent à Nuit Debout.

En début de soirée, occupation du Théâtre de l'Odéon (6^e arr.) par des intermittent.e.s du spectacle.

dans l'avenue Bosquet: le groupe est raccompagné vers le métro par les gendarmes mobiles. Rassemblement de plusieurs centaines de personnes autour d'un important dispositif policier qui garde l'accès au siège du Medef.

En somme, le projet général, l'esprit de la loi, si on veut, est de restreindre drastiquement les garanties statutaires sur lesquelles il serait possible de s'appuyer : chacun se retrouverait seul face à la force des patrons et de l'État.

Plus encore, avec la division par deux des indemnités en cas d'accident du travail, c'est une vraie prime à l'estropiation qui est proposée aux patrons et, si on met ça en relation avec la fin des congés automatiques en cas de décès d'un proche, la boucle est bouclée : plus de morts et moins de congés ! Tremblez fainéants ! Que les tire-au-flancs de l'emploi qui pensaient pouvoir en profiter pour aller aux enterrements se le tiennent pour dit !

#SOCIALOPARDS

Sur la forme, rien de tout à fait nouveau : d'une manière assez semblable à ce qui s'était passé par exemple lors de la «loi renseignement» l'année passée, une bonne partie des mesures de la «loi travail» ne font qu'avaliser, légaliser et donner un cadre formel à des pratiques ayant déjà assez largement cours, ici dans le salariat : heures supplémentaires non payées, accroissement du temps de travail sans contrepartie, salaires à la baisse. Encore une fois la loi sanctionne et tente de figer un instantané du rapport de force, alors que nous traversons une période plutôt en défaveur des prolétaires. Période où on en viendrait presque à ne plus savoir très clairement ce que lutter veut dire pratiquement et ce qu'un mouvement social pourrait ouvrir comme possibles.

Un prévisionnel prolétarien innovant et synergique ? Obtenir le retrait de la loi mais ne pas s'arrêter là, lutter aujourd'hui, gagner en capacité à lutter plus tard, en terme de puissance de conflictualité et d'auto-organisation. Ne servons pas de main d'oeuvre aux syndicats et aux manœuvres politiques de leurs directions, ne soyons pas les gentils figurants d'une recomposition d'un fragment de la gauche qui cherche à se repositionner sur l'échiquier politique. A-t-on vraiment envie que la lutte débouche sur le renforcement des partis, que ce soit l'aile gauche du PS ou le parti de «la France insoumise», nous qui savons que les prolétaires doivent lutter

contre le patriotisme, le communautarisme et les appartenances identitaires ? A-t-on vraiment envie de laisser le leadership discursif à ceux qui promeuvent un retour du service militaire pour que toute la jeunesse serve de police ?

#SOCIALISTES

Nous ne sommes pas de ceux qui se sont mis en situation d'être «trahis» par les socialistes, il n'en reste pas moins que notre franche et autonome capacité à se scandaliser fonctionne à plein : la déchéance de nationalité est une mesure aux accents largement pétainistes dans son essentialisation de ce qu'être français voudrait dire ou devrait impliquer, la constitutionnalisation de l'état d'urgence ne semblait qu'un fantasme fascisant de toute puissance policière. Socialiste l'a fait. Dans sa grande générosité il aura aussi fait bénéficier les migrants du traitement brutal réservé usuellement aux roms (la République aura pris la forme des flics, de leurs matraques, de leur lacrymogènes et de leurs chiens, des expulsions et destructions des habitats précaires, de l'éparpillement et des dispersions arbitraires, sans parler des ratonnades des «fiers d'être français»). Ces mesures de guerre de basse intensité aggravent la répression de tous et fonctionnent comme une menace, comme un avertissement à tout le monde. Gestionnaires vous êtes formidables... Prises entre l'indignation, et la gestion humanitaire et policière, les luttes à la hauteur de la situation n'ont pas eu lieu. Lutter aujourd'hui c'est aussi ne laisser personne seul aux mains de l'État, de sa police : personne ne doit être de la chair à répression ou à gestion.

NI LOI, NI TRAVAIL

Se défendre, là, quand il s'agit de ses intérêts face au patron, et, partout, quand on refuse la situation qui nous est faite, est toujours tributaire du rapport de force, de la capacité à le faire exister et pencher du bon côté. Il va falloir se battre aujourd'hui, demain, et surtout hier (camarades, du passé de la lutte faisons table pleine !) pour reprendre de l'élan et porter de sérieux coups de boutoirs au bétonnage de ce système qui, non content de nous produire des vies de

merde, entend en plus revenir sur les promesses, même formelles, d'accès au logement, à la nourriture, à des soins, aux loisirs, à un minimum de ce qui serait un certain confort. Si on veut prétendre au champagne il va falloir être prêt à faire du troc : molotov pour tous !

La crise du capitalisme n'est pas la nôtre, malgré l'état d'urgence et les militaires dans les rues, malgré le retour du religieux en politique dans ses options plus ou moins normalisées, il faut se battre, retrouver du commun, y compris sur des questions matérielles : il n'y a que la lutte qui permette de sortir des multiples impasses. Les moments de crise sont des moments de bouleversement important, pour le pire, ou pour le meilleur si quelque chose de la lutte vient se mêler à ce qui remue l'époque. Le pouvoir n'a que peu de marge de manœuvre, il est faible et c'est pour cela qu'il prend des mesures fortes, il compte également sur l'apathie, l'atomisation, la menace et le souvenir des défaites pour passer en force. Il est possible de se saisir de ce qui travaille une période d'instabilité pour provoquer des transformations favorables, pour commencer à mettre en échec les logiques mortifères du capital ou des porteurs d'arrière-mondes. C'est d'ailleurs nécessaire, entre la montée de l'extrême droite et des promesses de paradis, au ciel ou à la campagne, il faut réagir et ouvrir des voies émancipatrices pour tous.

Prolétaires : travailleurs, chômeurs, précaires, sans-papiers, grévistes, scolarisés, lycéens, étudiants, cheminots, délinquants... organisons-nous ! La lutte est sur les rails, prenons – sans payer – le train en marche.



CONTRE LA RÉPUBLIQUE, SA JUSTICE ET SON TRAVAIL, À QUAND ENFIN LA RÉVOLUTION... (AIR CONNU)

Communistes tant qu'il le faudra
auto-organisation@hacari.org

Texte publié sur Indymedia Nantes le 14 mars... mais toujours d'actualité.

26
AVRIL

Journée de grève des cheminots à la SNCF.

Alors que l'occupation du Théâtre de l'Odéon continue, une centaine de personnes occupent à leur tour la Comédie Française (1^{er} arr.).

28
AVRIL

Blocage du port de Gennevilliers à l'initiative de l'assemblée interpro de Saint-Denis. À l'issue de cette action, 120

personnes sont interpellées alors que les manifestants se dirigeaient vers la bourse du travail de Saint-Denis. Deux personnes sont placées en GAV puis sous contrôle judiciaire dans l'attente de leur procès.

Quelques lieux en grève en région parisienne : fermeture de la BPI (Bibliothèque Publique d'Informations), blocage des imprimeries (aucun quotidien national ne paraît), grève importante chez les cheminots (en tout cas chez les personnels roulant) occasionnant la fermeture de certaines lignes et gares, blocage de la raffinerie de Grandpuits (Seine-

et-Marne), grève dans les services de la mairie de Paris.

FRAGRANCE LACRYMOGÈNE, RÉCIT DE LA MANIF DU 28 AVRIL

14h - Jour de manif unitaire contre la loi Travail (et son monde), avec encore une fois une ambiance très hétérogène, plusieurs dizaines de milliers de personnes ont défilé entre Denfert et Nation (15 000 selon la police, 60 000 selon la CGT). La manif a réuni des tas de gens différents, dont bien sûr des cortèges de gros syndicats type CGT, FO, etc., mais aussi des cortèges plus «jeunes» et de nombreuses personnes non «encartées». Et comme

d'habitude, plusieurs milliers de personnes, autonomes, sans étiquettes de syndicats, de partis ou autres, se sont dès le départ placées en tête de manif, devant le cortège officiel intersyndical. [...]

Sur les boulevards Arago puis Saint-Marcel, de premières actions ont lieu : des panneaux de pub sont détournés, tagués, ou leurs affiches simplement arrachées. Des caméras de vidéo-surveillance sont obstruées. Quelques banques, McDo et agences d'intérim reçoivent des oeufs / ampoules de peinture sur leurs façades. L'ambiance commence à

PLUS DE DEUX MOIS DE MARCHES, D'OCCUPATIONS ET D'ASSEMBLÉES, RASSEMBLENT UNE FOULE HÉTÉROCLITE, AUTANT CONTRE UNE LOI, DE PLUS OU DE TROP, QUE POUR FAIRE FACE AU PRÉSENT. UN SIMPLE MOUVEMENT SOCIAL, DANS L'ENNUI ET L'ÉTOUFFEMENT ACTUEL, RAPPELLE D'ABORD, QUE TOUT EST POSSIBLE. SUC-CINCTEMENT, QUELQUES CONSIDÉRATIONS.

[1] Il est admis que les conditions de vie ne peuvent s'améliorer. Voir qu'elles ne pourront que s'aggraver. Un monde de survie à arpenter ou à léguer. La crise comme un sésame pour nous résigner facilement. La refonte du mode de production et le bouleversement des rapports de forces entre capitalistes sont les vrais enjeux de cette période. Pour l'instant les capitalistes s'en sortent bien, très bien, les autres triment. Et en dernier ressort, le capitalisme prépare la guerre.

[2] Parmi l'ambivalence de l'ambiance sociale actuelle, certaines « motivations » sont fermement contradictoires, même si ces antagonismes ne se révèlent pas encore. Si le besoin de desserrer la tenaille ou l'étau de la crise sociale et de la fermeté de l'État, l'envie de bordel social, le fantasme d'un mai 68, nous font sortir nombreux dans la rue... une autre composante se retrouve aussi. La recomposition de la gauche est un enjeu sous-jacent de ce qui se passe en ce moment. Grand moment de déculpabilisation pour ceux qui voudraient croire, et nous faire croire, que tout ça n'est que la faute à Valls. Chacun avance ses pions. Minutieusement, car c'est un jeu et une période très sensible. Partis, militants, gauchistes restent à l'affût pour dépecer le moindre mouvement social, et les émergences citoyennes ne sont que leur pendant, leur appendice. Nul doute qu'à un moment, la perspective de 2017 noiera tout le débat. Sachons apprendre, et déjouer le plus possible, les pièges de la politique.

monter doucement, des slogans fusent peu à peu.

Arrivés sur la place Valhubert, à l'entrée du pont d'Austerlitz, ça dépave pas mal. [...] Et, sans qu'on puisse trop comprendre leur logique, plusieurs manifestant.e.s se mettent à caillasser les CRS qui tenaient l'angle entre le pont et le quai d'Austerlitz. Moment joyeux, où divers projectiles pleuvent sur la police. [...] Les CRS ripostent sans tarder, noyant le pont sous les lacrymos, obligeant la tête de manif à avancer, et les autres à rester encore bloqués avant le pont.

Sur le pont, l'entraide entre manifestant.e.s est toute-fois palpable. Le sérum physiologique tourne pour soigner les nombreuses personnes qui sont là sans masque ni autre protection.

[...] On se retrouve donc en

tête à plus ou moins un millier de personnes, ça gueule beaucoup « À bas l'État, les flics et les patrons », mais si on est passé en mode manif sauvage, on reste constamment harcelés par les flics et les jets de lacrymo. Au croisement de l'avenue Ledru-Rollin et de l'avenue Daumesnil, ça devient encore plus tendu, y'a des cordons de flics partout, la lacrymo rend l'atmosphère irrespirable et pas mal de gens sont en panique.

[...] Des premières barricades de poubelles et autres sont mises en place, certaines enflammées. Les flics sont gardés à distance par quelques caillassages, et des premières vitrines sont attaquées. Plusieurs seront brisées entre ce moment et la place de la Nation, avec toujours un ciblage précis : banques et

QUELQUES CONSIDÉRATIONS

[3] De cette crise de représentativité, nous ne saurions que dire de plus. Mis à part le sourire que nous procure la froide panique de ceux qui, sans représentativité à gagner ou à préserver, se retrouveraient sans raison même d'exister.

Si le refus et la critique de la revendication renvoyaient encore il y a peu au confinement de la critique radicale et extrémiste, ils semblent dorénavant admises comme un lieu commun de mobilisation. Très bien. Rien n'est jamais acquis, mais que fait-on à partir de ce constat ?

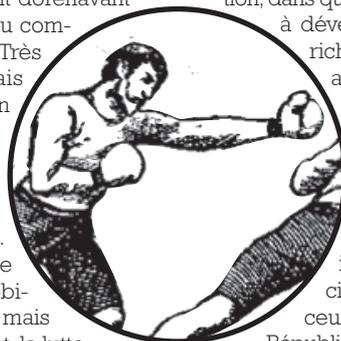
[4] Il semble difficile d'appréhender ce qui se passe en ce moment. Ce qui a priori est une bonne nouvelle. Les mobilisations se succèdent, mais ne refluent pas. Pourtant, la lutte ne trouve pas de point d'ancrage, ne se restitue pas dans le quotidien. Les occupations de place remplissent le vide. Et rendent sûrement autant perplexes les organisateurs, ceux qui y passent que ceux qui tentent d'arrêter tout ça. Pour ces derniers, l'essoufflement escompté n'est jamais assez significatif pour siffler la fin. Et chaque journée de manifestations redonne à ceux qui y participent l'envie d'en découdre.

[5] Les seules assemblées qui subsistent aux mobilisations, sont celles des places. Il n'y a pas de grève qui s'est fixée, faisant point d'ancrage ou de ralliement et faire mouvement. Pas même

dans les facts, donc pas d'occupation qui permettrait d'utiliser bâtiments, matériels pour inventer la lutte, pas d'espace où se libère la parole, peut être un peu cathartique, mais pour mieux se transformer dans la rue.

Pourtant, la question n'est pas de savoir s'il s'est dit « des choses bien » dans l'assemblée, ou pas. Ou dans quelle proportion, dans quel degré. On en viendrait à développer une échelle de Richter des propos tenus en assemblée. La question est de savoir ce qu'une assemblée rassemble, ce qu'elle représente, dans le sens de ce qu'elle matérialise. Et surtout de ce qu'elle impulse. Il semble difficile de définir rapidement ceux qui sont rassemblés à

République. Ce ne sont sûrement pas les mêmes personnes chaque soir. Donnant un sentiment à l'assemblée de moment théâtralisé se répétant, à chaque fois, pour une nouvelle audience. L'activité, de l'AG se justifiant tant que l'audimat perdure. On ne voit pas ce que peut impulser la nuit debout. Quoi de plus qu'une agora sans objectif ? L'occupation de la place reste un ventre mou qui peine à développer un contenu original, elle remplit le rôle social de rassembler une population un peu plus librement que dans des lieux de consommation patentée. Mais elle n'a pas la force de proposer au-delà. Ses propres limites sont son consensus même, son propre ciment.



distributeurs automatiques de billets, agences immobilières et d'interim, panneaux de pub, Autolib, etc. [...] Du coup, y'a pas trop le temps pour gueuler des slogans et tout, on est juste en mode émeutier (oui, je sais, c'est déjà pas mal!).

On arrive sur la place de la Nation sans avoir vu le temps passer. Presque tout le monde occupe le terre-plein central en attendant que les autres arrivent.

[...] Ensuite, des affrontements entre manifestants et CRS auront lieu par vagues. Le bitume est cassé pour faire des projectiles, les flics sont attaqués en divers endroits et ripostent systématiquement en gazant, un hélico et un drone de la police survolant la place.

[...] Dans la soirée, alors qu'on apprend que la police évacue les occupants / intermit-

tents du Théâtre de l'Odéon, environ 300 personnes les rejoignent et repartent en manif sauvage en direction de la place de la République, en criant « Paris, debout, sou-lève-toi ! ». À République, la manif est renforcée par une partie de gens de Nuit Debout.

[...] Vers 1h30, les CRS s'emparent très violemment de la place, à coups de lacrymos, flashballs et tonfas. Plusieurs blessés et 24 personnes en GAV.

(Riri et Loulou, extraits d'un récit publié sur paris-lutte.info le 27 avril.)



Manif anarchiste de plusieurs centaines de personnes en fin de matinée, bonne ambiance, collages, tags et actions

[6] Ces mobilisations ne pourront faire l'économie de la question du conflit de classes. C'est quand les classes sociales, subdivisées par la sociologie, reléguées dans les banlieues, abandonnées dans le chômage et la misère sociale, claquemurées dans quelques bastions ouvriers, perdues dans la débrouille et le trafic, étouffées par l'ennui, culpabilisées par les images de la réussite... Quand ces catégories s'identifient, quand ces classes se retrouvent et se comprennent, redeviennent dangereuses, se mettent à faire mouvement. Il paraît possible de dépasser et de détruire toutes les catégories et ainsi de rendre inefficace le rapport social capitaliste. Et d'avoir alors un monde et un avenir à prendre.

[7] Il va falloir repasser sur la définition des termes. Reprendre par exemple, le sens que l'on met à «mouvement» ou à «un mouvement». Savoir de quoi l'on parle, d'un mouvement social, d'un mouvement de classe, d'un mouvement de lutte. Le mouvement définit son contenu par rapport à ce qu'il produit. Rien n'est figé, rien n'est acquis. Mais il est l'expression du point de tension, des contradictions du rapport social capitaliste. Sinon ce n'est pas le mouvement, ce n'est que le produit social des institutions et de la politique. Il n'y a pas à chercher le mouvement partout, dans chaque lutte ou résistance qui, si elles sont justifiées, méritent d'exister et de gagner, ne feront pas mouvement en soi, même en les rassemblant. Tout ce qui fait mouvement détruit ou cherche à détruire les catégories existantes. Le mouvement s'oppose aux militantismes, aux habitudes, à la routine. Le mouvement surprend, il ne surgit pas d'une stratégie ou d'un calendrier d'un état-major. S'il ne gagne pas, il reflue. En cela il est insatisfaisant. Mais c'est de ne pas gagner qui l'est. En cela il n'est pas possible de figer le mouvement, sur une ligne, une position, à moins de chercher à le récupérer.

directes contre les banques et autres agences immobilières le long du parcours.

Manif syndicale l'après-midi. Comme d'hab', gros cortège «autonome» en tête. La tension avec la flicaille monte rapidement jusqu'à ce que les CRS coupent le cortège en deux bd Diderot. La suite...

CE QU'IL S'EST PASSÉ SUR LE BOULEVARD DIDEROT ÉTAIT QUELQUE CHOSE DE FORT

Alors que la tête de la manif est aux prises avec les flics, le reste du cortège patiente tranquillement à l'arrière. Cette tête de cortège est composé de jeunes énervés mais pas que. Il y a un peu de tout là-dedans. Des gens qui ne se retrouvent pas dans les syndicats, des syndicalistes qui ne se retrouvent

[8] Le mouvement s'affronte, d'abord, à la normalité. Les affrontements de rue en font toujours partie. Ils peuvent être l'expression du rapport de force sociale, ou plus modestement une sorte de baromètre des tensions de l'ambiance sociale générale. Pour ce mois de mars et avril, deux constats s'imposent : les habituelles condamnations de la violence ne passent pas, on sent et entend plus une compréhension diffuse et partagée des attaques représentant l'État et les effigies du business capitaliste. Le deuxième est qu'après un an, sous l'effet d'attaques de guerre sur le territoire de l'État français, le rouleau compresseur idéologique qui veut faire passer la police pour un allié de la population ne passe plus. Son rôle au sein de l'État et la haine qu'elle suscite ont repris leur place dans toutes les têtes.

[9] Ces affrontements ont les mêmes limites que le reste des mobilisations actuelles. Nombreux s'y retrouvent, avec des implications différentes et avec beaucoup de questions sans réponses. Ce type de moment, cette forme de lutte ne peuvent être dévolus à des spécialistes. Il est pourtant facile d'en devenir un, malgré soi. La pente est glissante et de nombreuses générations s'y sont allongées. L'enjeu n'est pas de créer, dans ces moments de lutte, de l'homogénéité. La manif traîne savate, qui emuie tout le monde, est à critiquer. Tout est à inventer pour la dépasser. Mais l'émeute autonome publicitaire, le black bloc médiatique n'en sont qu'une contre-proposition. Il faut trouver mieux. Les mouvements et les affrontements les plus fous, les plus drôles ont été ceux qui rassemblaient des catégories sociales moins habituées des manif, des étiquettes politiques, des subtilités, des discours.

pas dans leur direction, des gens qui viennent voir ce qui se passe, des gens qui n'aiment pas la police... Comme ce qu'ils ont fait à plusieurs reprises, les flics arrosent

la tête de toute leur armada d'armes «non létales». C'est un vrai massacre. Les gens sont collés les uns aux autres, il y a pas d'espace de sortie. Les flics sont vraiment au corps à corps.

Et là les flics utilisent une stratégie déjà éprouvée : ils tentent de diviser la manif en deux. Devant, les «villains» casseurs et derrière, les «manifestants responsables».

[...] Après une confrontation très violente avec les flics à l'avant, les choses se calment et le groupe de tête, composé d'un gros millier de personnes s'aperçoit que derrière lui, les flics sont sortis du bois et forment une ligne qui les séparent du reste du cortège. Les flics sont vraiment pris en sandwich des deux parts. Ils

[10] La manifestation ne peut pas être le seul lieu, ni le seul moment de la lutte. Une succession de défilés, déterminés, festifs, ou familiaux ne peuvent suffire. Bien que l'on veuille nous y habituer, nous y résigner. Dans l'histoire du vieux mouvement ouvrier la manifestation n'est pas un point si primordial des luttes. D'une grève, d'une occupation, d'un piquet pouvait partir une foule qui décidait d'aller à un point précis (généralement pour satisfaire ses exigences), sur le chemin si la police ou l'armée tentaient de la stopper, cette foule pouvait s'y affronter. Selon sa détermination elle pouvait aussi piller ou détruire des éléments physiques de l'exploitation capitaliste.

Si la manifestation ne peut être le seul rendez-vous, elle fait partie de ce qu'un mouvement peut produire. Elle est alors l'occasion de révéler le rapport de force, de faire connaître et débattre les objectifs du mouvement. Tout cela doit se traduire par des activités et des occupations qui débordent le cadre des premiers activistes. Des activités qui chaque jour peuvent être reprises et réinventées. C'est ce que cherchent les initiatives qui se prennent en ce moment. Si la revendication n'est plus mobilisatrice, si la grève n'arrive plus à être virale.

C'EST D'ABORD D'IMAGINATION DONT VA AVOIR BESOIN LA LUTTE. POUR FAIRE MAL ET ÊTRE FORTE.

Mi-avril, Paris, paname, pas Panama.
<https://travailpetrole.noblogs.org/>

ne sont pas super à l'aise. On est au niveau du croisement

de la rue de Chaligny et du boulevard Diderot. La ligne est composée de deux fronts : coté «tête» (dans l'esprit des flics, les manifestants les plus violents), les gendarmes mobiles, coté «syndical», les CRS.

La tête sent bien le piège se refermer et décide de réagir à plusieurs reprises en forçant collectivement la ligne des gardes mobiles. Hélas, les gendarmes mobiles sont mieux organisés que nous et possèdent des atouts que nous n'avons pas (en l'occurrence des gazeuses lacrymogènes qui niquent les yeux). Les flics ne sont pas super à l'aise parce qu'ils sont sous pression des deux cotés. Dans la nasse de tête, une sortie se fait par une cour intérieure d'immeuble d'où 300 personnes au moins réussissent à s'exfiltrer. Un bon nombre d'entre eux font un tour par derrière, et se retrouvent dans le cortège dit «syndical». Entre temps les flics ont capté que les gens se

barraient par les immeubles et choisissent de mettre un gros trou entre les deux groupes.

Parallèlement, la préfecture propose aux syndicats «responsables» un autre parcours de manifestation. Et là, on ne sait pas précisément ce qui s'est passé, les positions divergent.

Selon certains, les directions syndicales refusent de se désolidariser des manifestants devant et maintiennent le parcours prévu, contre la préfecture de police. L'autre version, c'est que le SO de la CGT a invité les gens à faire un détour mais les militants de base se seraient opposés à cette décision avec notamment des frictions avec les gros bras. Ce qui est sûr c'est que des milliers de gens ont stationné et, pour beaucoup, invectivé les flics en attendant que la situation se débloque. C'est une grande victoire déjà.

De plus, les flics cristallisaient tous la vindicte populaire. En remontant le cortège avec mes lunettes anti-gaz sur les yeux, j'ai reçu des tapes dans le dos, des gens qui me demandaient

DÉBORDONS



Un intérimaire, aux heures mal déclarées, se voit refuser le renouvellement de ses droits et, acculé, s'immole par le feu.

Un migrant de 17 ans à la rue se voit obligé de passer des tests osseux pour vérifier l'âge figurant sur son extrait de naissance afin de bénéficier de la protection à l'enfance.

Une chanteuse au RSA se voit demander le remboursement injustifié de 12 000 € d'indus.

Un graphiste auto-entrepreneur devenu SDF se voit harcelé jusqu'à l'Armée du Salut par un huissier qui réclame le paiement de ses cotisations retraites.

Seuls, face aux guichets, nous sommes nombreux à devenir les objets d'expérimentation de ces formes de gouvernement des précaires.

La coupe est pleine. Elle déborde sur les places et dans les rues. Etudiants, précaires, intermittents, intérimaires, sans papiers, avec papiers, avec tous ceux qui sentent que cette vie n'est pas possible, faisons sauter les frontières et les cadres qui nous enserrent dans un filet chaque jour plus étroit.

QUI GOUVERNE ?

La situation politique a radicalement changé depuis la création de la Coordination des Intermittents et Précaires en 2003. Entretemps, l'Europe a plongé dans des politiques d'austérité motivées par la prétendue crise de la dette. Cette machine de guerre s'est vue mise en œuvre de manière exemplaire l'été dernier en Grèce : les créanciers fixent le taux du salaire, déterminent le niveau des dépenses publiques,

régissent l'indemnisation des chômeurs et la durée des retraites. L'État, les organisations patronales et les syndicats « réformistes » sont assujettis aux puissances financières et exécutent leurs ordres. Réclamer la « séparation de l'État et du Medef », dès lors, n'est qu'un vœu pieux.

La « crise » n'est pas une question économique, la résoudre ne peut pas se faire par la relance de la croissance qui inverserait, mécaniquement, la courbe du chômage. La « crise » est un rapport de force entre classes sociales. Les créanciers, en situation de domination, ne cessent d'accroître la pression de la dette. Elle devient un mode de gouvernement qui durcit sans fin le contrôle exercé sur les populations. Qu'importe le parti qui gouverne : la politique est la même parce qu'elle obéit quoi qu'il arrive à la loi d'airain de la dette.

Cette guerre de classe s'accompagne d'une production idéologique détournant tous les débats sur les thèmes de l'extrême droite : sécurité, immigration, identité nationale. Elle s'applique sur les populations par une géopolitique des peurs que gèrent l'État et les médias. Elle construit des subjectivités réactionnaires, autoritaires, crypto-racistes, qui permettent d'occulter le passé colonial de la France. Elle crée des alliances de fait avec les pouvoirs militaires, mafieux, religieux du Proche-Orient, au mépris des plus simples revendications des peuples arabes insurgés : liberté, démocratie, dignité.

Dans cette guerre menée par les créanciers, la seule différence selon les pays est le traitement infligé aux populations. Guerre sanglante des pouvoirs militaires ou religieux contre le peuple insurgé en Turquie, en Syrie, en Égypte. Guerre sourde en Europe, avec multiplication des dispositifs de contrôle et d'individualisation des populations devant les guichets de Pôle Emploi ou de la CAF.

Dans cette perspective, la question des réfugiés n'est pas un problème humanitaire, mais politique. L'Europe fait désormais partie d'un continuum de guerres civiles qui, partant de la Syrie et de la Turquie, se matérialise

par le déplacement de masse de populations tentant de rejoindre un Nord de plus en plus fortifié et étouffé par le bâillon de l'austérité. La Grèce est placée au double épicentre de la question des frontières et de la dette. Son destin traduit la manière dont les prétendus mouvements aberrants et sans limite des capitaux gouvernent États et populations.

QUI EST GOUVERNABLE ?

Regardant la mutation des formes de gouvernement depuis notre lucarne de l'intermittence, nous voyons que chaque réforme a accru les processus de morcellement et d'individualisation, tout en augmentant la précarité générale.

Nous sommes scindés en personnalités multiples, expérimentant divers statuts, formes d'indemnisation ou de revenus : intermittents, RSAstes, auto-entrepreneurs, permanents en CDI à temps partiel. Nous subissons la suspicion systématique de fraude par les institutions et la stigmatisation publique de nos pratiques par les médias et les politiques. Dans ce dispositif pervers, moins vous touchez d'indemnités, plus vous devez rendre de comptes. Notre observation du traitement des dossiers des intermittents et précaires nous laisse à penser que, même si nous arrivions à imposer le plus juste et le plus mutualiste des systèmes d'indemnisation chômage, son application serait neutralisée par les modalités de gouvernement en vigueur à Pôle Emploi.

Les exilés en lutte nous renvoient la même observation : la France aurait beau avoir le droit d'asile le plus généreux d'Europe, son application est rendue si sciemment kafkaïenne qu'il vire à l'arbitraire le plus xénophobe. Le préfet de police a été récemment condamné à plus de 135 reprises pour violation du droit d'asile : la lenteur de ses services mettent systématiquement hors délai les demandeurs. Les exilés comprennent vite que le seul objectif des politiques qui leur sont appliquées est de les dissoudre en cas administratifs distincts, de les invisibiliser et de les amener au niveau d'humiliation nécessaire à leur intégration dans une

si ça allait, des gens qui me disaient que « la police cherchait les coups ». Un vieux de la CGT m'a arrêté pour me dire qu'il fallait percer les lignes des flics. [...] Les slogans fusent : « Cassez-vous, cassez-vous, cassez-vous ! » et « La rue elle est à qui ? Elle est à nous », « Tout le monde déteste la police » (très repris), « La rue, la rue, nous appartient ! ». Première poussée, premiers gaz lacrymo du côté des CRS. Ceux-ci sont vraiment mal à l'aise, pas légitimes. En face d'eux c'est pas des jeunes et des habitués des manifs chaudes. C'est juste des gens, manifestants lambdas mêlés à des jeunes qui

poussent. Les flics choisissent donc de reculer un peu.

À l'avant, on peut voir des scènes surréalistes où les flics sont poussés par un retraité du PCF aidé par des amis. Cagoulés. La tête de cortège est vraiment hétérogène mais crie énormément de slogans. Une fois la masse lancée, les flics maîtrisent de moins en moins. Presque aucun projectile ne fuse, juste une confrontation avec nos corps.

Arrivés au croisement de la rue de Reuilly, les flics essaient de bloquer et fixer le cortège. On est vraiment proche de la nasse et cette fois tout le monde décide de pousser. Les flics

gazent comme des porcs mais les gens ne cèdent pas et la ligne devient intenable pour les flics qui libèrent les milliers de gens. Grand mouvement de joie. On crie et on court vers nos camarades. C'est mortel. La manif se retrouve dans une atmosphère de liesse. Les gens chantent et sont trop heureux. Y'a énormément de monde. Plusieurs milliers de personnes chantent « Nous sommes tous des casseurs » et pas seulement les cagoulés. C'est extrêmement fort. Bien plus fort que n'importe quelle émeute à laquelle j'ai participé...

Y'a encore un accrochage avec les gendarmes près du

Passage du Génie. Les gens sont euphoriques et continuent à progresser sans panique malgré les nuages de gaz dispersés par les vents. C'est à ce moment-là qu'on verra Jean-Claude Mailly, foulard sur la bouche et yeux rouges, sortir d'un nuage blanc. Comme quoi personne n'est plus à l'abri de la répression. Ça chante très fort et nous arrivons tous à Nation.

Moralité de cette journée : les flics et le gouvernement ont dit à l'ensemble de la gauche et de l'extrême gauche d'aller se faire foutre. Ils ont bien expliqué au mouvement syndical qu'ils avaient décidé de ne rien laisser passer. L'autre moralité,

économie de marché où l'être humain, perdu dans les limbes administratives, est aisément corvéable et jetable. Les exilés vivent aujourd'hui ce que nous vivrons demain : les populations les plus fragiles expérimentent le mode de gouvernement à venir.

COMMENT DEVENIR INGOUVERNABLE

Il nous faut donc élever la mobilisation à la hauteur de la réalité sous peine de nous retrouver séparés des autres luttes, cadrés dans une enveloppe budgétaire nécessairement restreinte, stigmatisés comme privilégiés ou comme assistés, et, à terme, isolés dans les halls déserts de Pôle Emploi.

Le durcissement des politiques néolibérales lie des situations qui encore hier pouvaient sembler disjointes. Il nous oblige à inventer une nouvelle stratégie. Car, s'il y a deux ans, nous, intermittents, pouvions écrire « Nous ne voulons pas être sauvés », nous pouvons être certains désormais que nous ne nous sauverons pas seuls. Si nous ne parvenons pas à sortir du cadre institutionnel, politique, syndical, corporatiste, patriarcal, sexiste qui nous étouffe, nous irons à la défaite. Il n'y aura pas de New Deal, pas d'accommodement avec la nouvelle gouvernance. Il nous faut affirmer notre radicalité.

NI PLEIN EMPLOI (PRÉCAIRE), NI CADRE NATIONAL : À L'ABORDAGE !

Depuis 1999, avec les affrontements de Seattle, nous constatons une radicalisation mondiale contre la globalisation. La conjonction des luttes des intermittents, des étudiants, des précaires, des intérimaires, avec ou sans papiers, est le symptôme joyeux de l'émergence d'une nouvelle subjectivité politique. Celle-ci présente des caractéristiques homogènes dans les quatre coins du monde : occupation d'un espace permettant une auto-organisation qui embrasse le champ politique comme celui de la vie quotidienne ; modalités d'organisation refusant la représentation et l'organisation pyramidale ; égalité à l'intérieur du mouvement et démocratie directe ; libération d'une parole

jusqu'alors confisquée ou filtrée par les médias ; expérimentations politiques en tout genre.

Depuis 2011, les formes de soulèvement de par le monde (États-Unis, Égypte, Espagne, Turquie, Brésil, Grèce, France, etc.) se radicalisent. Des mots d'ordre, inaudibles hier, deviennent patrimoine commun. Le débat idéologique se dégage enfin de l'attraction de l'extrême droite. L'émancipation, l'invention de nouveaux droits sociaux, l'abolition des frontières pour tous et toutes reprennent leurs places dans les débats.

Actuellement, en France, les luttes contre la « loi Travail » et la persistance des « Nuits debout » s'insèrent dans ce parcours d'apprentissage et d'expérimentation. À travers elles, nous pouvons nous réappropriation la rue et défier l'état d'urgence, renverser le climat de peur, d'islamophobie et de racisme entretenu par le pouvoir.

En 1936 et 1968, la grève a libéré la parole. L'inverse s'est produit

en Égypte : c'est l'occupation de la place Tahrir et la parole libérée qui ont inspiré les grèves dans les usines du delta du Nil et ont fait tomber le pouvoir militaire et affairiste de Moubarak.

Ca bouge, ça tange et ça déborde ! Certes, toute lutte doit partir d'une connaissance précise de nos pratiques qui seule nous permet de comprendre le monstre auquel nous avons affaire. Certes, il faut continuer à décrypter et lire et dénoncer les conventions Unedic. Mais la seule chance de gagner une bataille est de nous aventurer dans ce terrain des mouvements qui n'ont cessé de circuler et de muter de par leur circulation même.

*Coordination des intermittents
et précaires d'Île-de-France*
www.cip-idf.org/
www.facebook.com/Cipldf

c'est qu'une partie du mouvement syndical, la gauche traditionnelle, a décidé de ne pas se laisser faire et de se solidariser de tendances plus radicales. Vers de nouvelles alliances ?

(Steiner, extraits d'un récit publié sur paris-lutte.info le 2 mai 2016.)

En soirée, affrontements avec la police sur la place de la République. Vers 23h30, la place est reprise par les flics.

2
MAI

47 lycéens en lutte des Hauts-de-Seine sont convoqués à la sûreté territoriale de Nanterre, 13 sont placés en GAV

3
MAI

Dans la matinée, rassemblement d'une centaine de personnes devant l'Assemblée nationale (contre la loi Travail).

Manif étudiante de Montparnasse à Invalides (1 000 personnes environ).

Rassemblement « unitaire » aux Invalides (2 500 personnes). Lors de la prise de parole de William Martinet, président de l'Unef, la foule siffle copieusement et entonne des slogans comme « UNEF, MEDEF, même combat ». Arrestations de quelques lycéen.ne.s, ame-



NOUS, INTERMITTENT.E.S, PRÉCAIRES, ÉTU- DIANT.E.S, SALARIÉ.E.S, NUIT-DEBOUTISTES, ZADISTES, CHÔMEUR.SE.S, POSTIER.E.S...

Nous, intermittent.e.s, précaires, étudiant.e.s, salarié.e.s, nuit deboutistes, zadistes, chômeur.se.s, postier.e.s avons investi la salle Richelieu de la Comédie Française et fait annuler la représentation d'hier soir.

Cette initiative dénonce les violences policières qui ont eu lieu devant le théâtre de l'Odéon lundi soir et mardi. Il est inacceptable qu'un lieu public et culturel soit assiégé par les forces de l'ordre : nous exigeons l'ouverture de ce théâtre.

Nous nous inscrivons dans la vague coordonnée d'occupations de théâtres en cours : les Théâtres Nationaux de l'Odéon et de Strasbourg, les Centres Dramatiques Nationaux de Bordeaux, Caen, Lille et Montpellier.

Ces occupations ont pour but de dénoncer la négociation en cours de l'assurance chômage du régime des intermittent-e.s. D'une part, le cadrage organisé par le Medef et la Cfdt est inacceptable : nous refusons le chantage du patronat qui voudrait, d'ici 2020, sous prétexte « d'économies », réduire de 25% les allocations des intermittent.e.s qui s'amenuisent déjà d'années en années.

D'autre part, nous exigeons un système d'indemnisation qui serait enfin solidaire, adapté à la discontinuité de l'emploi et pérenne : la Cip ainsi que la Cgt-Spectacle ont des propositions dans ce sens.

Enfin, nous exigeons l'exclusion du Medef de l'Unedic en attendant une refonte du paritarisme. Toute économie sur le dos des chômeur.se.s et précaires est inadmissible !

Nous luttons contre un système fondé sur l'exploitation et la précarité. Le projet de loi-travail, le décret socle et la nouvelle convention collective des cheminot.e.s, le plan Hirsch des hospitalier.e.s servent en effet les mêmes intérêts, ceux du patronat. Depuis plusieurs semaines, ces différents secteurs organisent la riposte et se mobilisent à travers des journées d'actions et de grèves communes. N'en restons pas là : les intermittent.e.s ont d'ores et déjà voté en faveur de la grève reconductible à partir du 28 ; les cheminot.e.s d'Austerlitz réunis en Assemblée Générale ont voté hier matin la grève reconductible à partir du 26 et jusqu'au 28 au moins. Nous voulons pouvoir nous réunir librement et exigeons la tenue d'une assemblée générale ouverte à toute.s au théâtre de l'Odéon mercredi 27 avril.

Cette détermination dont nous avons fait preuve jusqu'ici montre que nous sommes prêt.e.s à nous organiser ensemble pour la journée du 28 et la suite : seule la grève générale reconductible fera plier le gouvernement. C'est à celles et ceux qui luttent de décider de leurs moyens d'action : nous nous joindrons aux rencontres des secteurs en lutte pour la convergence ce jeudi à partir de 18h à République appelées par Nuit Debout, le collectif syndical Bloquons Tout et la Coordination Nationale Etudiante et appelons les autres secteurs à faire de même.

*Communiqué du 27 avril des occupant.e.s
de la Comédie Française*

né.e.s derrière un barrage policier. Un rassemblement spontané se forme en solidarité. Patrick Balkany passe par là et se fait huer, insulter, pousser et cracher dessus.

6
MAI

Dans la journée, 4 McDo sont bloqués au cours d'une action des salarié.e.s en grève (Gare de l'Est, Bonne

nouvelle, Opéra, et Grands Boulevards, ce dernier lock-outé par « précaution » par la direction). Le McDo d'Opéra reste occupé jusqu'à 22h.

Occupation de la Cinéma-thèque française vers minuit et demi, contre les conditions de travail des précaires (sous-traités) de l'établissement. Expulsion quelques heures plus tard, pendant la nuit, sur demande de la direction.

SUR LA PÉRIODE QUI S'ÉTEND DU 17 MARS AU 5 MAI, NOUS AVONS TENTÉ LE BILAN SUIVANT, NÉCESSAIREMENT INCOMPLET, CAR IL NE COMPTABILISE QUE CE DONT NOUS AVONS PU AVOIR CONNAISSANCE DIRECTEMENT OU INDIRECTEMENT. IL S'AGIT D'UN BILAN DE LA RÉPRESSION JUDICIAIRE, QUI NE REVIENT PAS SUR LES MULTIPLES VIOLENCES POLICIÈRES OU SUR LES SANCTIONS DISCIPLINAIRES PRISES PAR EXEMPLE À L'ENCONTRE DE NOMBREUX LYCÉENS.

UN BILAN PROVISOIRE ET INCOMPLET DE LA RÉPRESSION À PARIS ET EN RÉGION PARISIENNE LORS DU MOUVEMENT CONTRE LA LOI TRAVAIL

GARDES À VUE

Le groupe de défense collective a dénombré au moins 93 gardes à vue qui ont concerné des manifestants arrêtés à Paris intra-muros (il n'est pas question ici des contrôles et vérifications d'identité qui se comptent par centaines, mais seulement des gardes à vue, dont beaucoup ont été prolongées et ont duré entre 24 et 48 heures). Ce nombre est un minimum et est sans doute largement sous-estimé. Ce chiffre tient compte des communiqués de la préfecture de police.

Il faut y ajouter un nombre indéterminé de gardes à vue de lycéens en banlieue parisienne, dont les 47 convoqués à Nanterre avec 13 gardes à vue, et deux gardes à vue dans le 93 suite à une action de blocage de l'économie le 28 avril.

COMPARUTIONS IMMÉDIATES

La comparution immédiate est une procédure rapide, très répressive, qui conduit à juger la personne mise en cause de manière expéditive et sur la base d'une enquête policière souvent rapide et succincte. C'est pourquoi c'est elle qui a retenu le plus l'attention du groupe de défense collective.

Entre le 17 mars et le 5 mai, le groupe de défense collective a recensé 45 présentations de manifestants en comparution immédiate au tribunal (TGI) de Paris, 2 au TGI de Bobigny et une au TGI de Nanterre. Là encore, ce chiffre n'est pas exhaustif car certaines de ces comparutions immédiates ont pu nous échapper, surtout pour les TGI de Bobigny et Nanterre.

L'immense majorité de ces manifestants a été poursuivie pour «violences sur agents de la force publique», en général des jets de projectiles, et

quelques uns pour «port d'arme» (des bâtons, par exemple) ou pour dégradations. Ces accusations, fondées uniquement sur les allégations de la police, ont été niées par nombre de prévenus.

Un peu plus de la moitié de ces prévenus a demandé un renvoi de leur audience et tous, sauf un, sont sortis, avec ou sans contrôle judiciaire, en attente de leur procès. Ces procès à venir s'échelonnent tout au long des mois de mai et juin. Le manifestant qui a été placé en détention provisoire sera jugé le 24 mai. Nous ne savons pas s'il a fait une demande de remise en liberté entretemps.

Sur les 20 prévenus qui ont accepté d'être jugés en comparution immédiate, nous avons compté six relaxes et une nullité de procédure. Les peines sont majoritairement de la prison avec sursis, plus rarement des TIG ou une amende. Il y a, selon notre recensement, cinq peines de prison ferme qui ont été prononcées, dont deux avec mandat de dépôt.

Autrement dit, à notre connaissance, il y a trois manifestants qui sont à l'heure actuelle détenus (deux condamnations mises à exécution et une détention provisoire). Les faits pour lesquels ces trois personnes ont été ou vont être jugées concernent la journée ou la soirée du samedi 9 avril (sur la soirée du 9).

Enfin, un procès sur renvoi a déjà eu lieu le lundi 2 mai (pour des faits remontants à la manifestation du 31 mars). Le manifestant a été relaxé.

Il faut noter que jusqu'à présent le parquet a fait appel de toutes les décisions de relaxes concernant les manifestants.

PERQUISITIONS

À notre connaissance, trois perquisitions ont été menées chez des manifestants, dont un mineur. L'un des trois manifestants a été poursuivi suite à des relevés d'ADN (il a été relaxé au moment de son procès).

MINEURS

De nombreux lycéens ont été interpellés, dont certains devant leur lycée. Il y a un nombre indéterminé de mineurs qui a été déféré et amené devant le tribunal pour enfants, qui a parfois pris des «mesures éducatives» les concernant.

OUVERTURE D'INFORMATION JUDICIAIRE

Il y a eu trois ouvertures d'information judiciaire (enquête menée sous l'autorité d'un juge d'instruction) concernant des manifestants accusés de violences.

CONVOCATION SUR RECONNAISSANCE PRÉALABLE DE CULPABILITÉ (CRPC)

Il y a eu un nombre indéterminé mais sans doute important de peines prononcées par le biais de la reconnaissance

préalable de culpabilité (le «plaider-coupable»). Dans ces cas-là, la personne ne passe pas en procès mais reçoit la peine proposée directement par le procureur puis homologuée par un juge.

CONTRAVENTIONS

Nous avons connaissance de trois contraventions dressées pour dissimulation volontaire du visage dans une manifestation.

CONVOCATIONS POUR PROCÈS ULTÉRIEURS

Un nombre indéterminé de manifestants est ressorti de garde à vue avec une convocation pour un procès ultérieur.

Au moins deux se sont vus aussi signifier en plus un contrôle judiciaire en attente de leur procès après être passés devant le un juge des libertés et de la détention (JLD).

Au moins six manifestants, qui étaient hors délai pour une présentation en comparution immédiate, ont été présentés le dimanche à un JLD pour être placés une nuit en détention en attendant leur procès le lundi. Cinq sont ressortis avec une date de procès avec ou sans contrôle judiciaire. Un a été placé en détention une nuit et jugé en comparution immédiate le lendemain, ou il a été condamné à trois mois de prison avec sursis et libéré.

BILAN PROVISOIRE DE L'ACTION DU GROUPE DE DÉFENSE COLLECTIVE ET DE SES AVOCATS

Le groupe de défense collective (Defcol) s'est organisé à Paris au début du mouvement contre la loi travail et son monde. Depuis la mi-mars, les avocates et avocats qui travaillent avec le groupe de défense collective ont apporté leur assistance durant près de trente gardes à vue (initiale ou prolongée) que ce soit en entretien, auditions ou confrontations. Ils ont défendu 21 manifestants amenés en comparution immédiate, ainsi que trois qui ont fait l'objet d'une ouverture d'information judiciaire. Ils ont aussi assisté plusieurs mineurs devant le juge des enfants et cinq majeurs devant le juge de la détention et des libertés. De plus, il vont assurer la défense d'un grand nombre de manifestants lors des audiences de renvoi qui vont s'échelonnent tout au long des mois de mai et juin (Defcol laisse les prévenus décider de rendre ces dates publiques ou non). Une de ces audiences de renvoi a déjà eu lieu le lundi 2 mai : le manifestant, défendu, donc, par une avocate de Defcol, a été relaxé. Ce qui porte le nombre total de manifestants relaxés à la suite de leur procès à sept (six en compa-

9 MAI

Dans la matinée, un petit groupe érige des barricades au niveau de la porte de Pantin (sur les rails du tram et à l'entrée du périph'). Du ciment à prise rapide est déversé sur les rails du tramway. Une grande ban-

derole est accrochée : «Tout le monde déteste le lundi matin», et un tag est inscrit sur un mur du périph' : «Bloquons tout».

Procès des 4 personnes arrêtées le 17 mars devant la fac de Tolbiac, suite à l'évacuation d'un l'amphi occupé. Rassemblement d'une centaine de personnes à l'intérieur et devant le palais de justice.

10 MAI

L'action de blocage économique «Joue-la comme Mayotte» a échoué. Après avoir tenté de bloquer la voie express sur les quais de Seine du côté de Bercy (les CRS ont bloqué le passage trop rapi-

dement), les 150 personnes sont retournées dans le métro pour un plan B. Mais après moult tergiversations, à la sortie du métro Edgar-Quinet, une grande partie des personnes restantes ont été nassées par la police. Suite à des contrôles d'identité sur place, 16 personnes ont été interpellées et emmenées au comico, dont au

ration immédiate, un en audience de renvoi).

Les membres de Defcol ont assisté aux comparutions immédiates à chaque fois que des manifestants étaient susceptibles d'y être jugés en essayant d'apporter tout le soutien nécessaire aux proches des prévenus. Une information aussi large que possible a été apportée durant les manifs et les actions du mouvement, ainsi que sur la place de la République à Paris. Depuis le 31 mars une ligne téléphonique (07 53 82 19 10) est ouverte à toute heure et une permanence continue est mise en place les jours de manifs et de mobilisation. Il faut rappeler que Defcol ne peut être véritablement efficace que si les proches des personnes interpellées nous contactent rapidement.

Les avocats de Defcol sont rémunérés par l'aide juridictionnelle ou le montant équivalent lorsqu'elle n'est pas possible. Pour leurs interventions en garde à vue, lors de déferrement et lors de la comparution immédiate, ils sont rémunérés selon des barèmes équivalents à ce que touche un avocat commis d'office. Pour payer les avocats, Defcol se finance exclusivement par des dons (<https://www.helloasso.com/associations/cadecol/collectes/defcol>).

POURQUOI AVOIR RECOURS À DEFCOL ?

Les avocats commis d'office ont souvent beaucoup de dossiers à gérer en même temps et conseillent très rarement, voire jamais, au prévenu de demander un renvoi de l'audience de comparution immédiate. On peut dire aussi que l'on ne peut pas choisir l'avocat commis d'office et que dans le lot, il y en a bien entendu de très bons, mais aussi d'autres qui le sont moins. De plus, l'avocat commis d'office ne peut pas être le même en garde à vue, en audience de comparution immédiate et lors d'un renvoi ou d'un appel. Désigner un avocat ou une avocate dont le nom circule dans les manifestations ou sur la place de la République, c'est éviter tous ces inconvénients.

Dans tous les cas, il est très important que les proches des personnes interpellées appellent le numéro de téléphone de Defcol afin que tous les conseils nécessaires (et en particulier comment préparer des garanties de représentation) leur soient donnés. Ceci est essentiel, que les personnes en garde à vue aient désigné un avocat de Defcol ou non.

Le groupe de défense collective tient à préciser qu'il ne vise à aucune exclusivité dans la défense des personnes interpellées, et appelle tous les partici-

pants aux différentes actions à s'auto-organiser, dans des collectifs spécifiques, contre la répression. Si ces collectifs respectent les mêmes principes que les nôtres, et en particulier celui, évidemment non négociable, de ne pas se dissocier d'une partie des manifestants en les traitant de « casseurs », une coordination entre les différents groupes de défense pourra se faire facilement et naturellement.

LES PRINCIPES DE LA DÉFENSE COLLECTIVE

Parce que la répression concerne tout le monde dans une lutte, l'action contre la répression judiciaire doit être large et auto-organisée. Autant que possible, il faut que l'anti répression soit réinvestie par le plus grand nombre et ne reste pas le domaine de spécialistes militants ou avocats. La défense collective suppose aussi de ne pas faire de tri entre de « bons » ou « mauvais » manifestants ou entre des manières de faire qui seraient légitimes et d'autres illégitimes. Tous les participants aux manifestations et actions du mouvement en cours, ainsi que les personnes présentes sur la place de la République ou à ses abords à l'occasion des assemblées et forums Nuit Debout doivent être défendus quelle que soit leur forme d'implication dans la lutte (mais ni les fachos, ni les conspirationnistes, ni Alain Finkelkraut ne font partie de la lutte).

La violence est d'abord le fait de l'État et du rapport social. La police cherche par tous les moyens à empêcher le mouvement de s'organiser et de se développer : on l'a vu clairement tant à Tolbiac le 17 mars, où les flics ont empêché violemment une assemblée générale inter-luttes de se tenir, que sur la place de la République, régulièrement vidée par les CRS qui multiplient les entraves à l'organisation (en cherchant à saisir la bouffe des cantines, la sono, etc.). Quant aux manifs, elles sont encadrées par les mobiles et CRS de manière provocante. La violence de la police est une réalité tous les jours plus évidente et le nombre de manifestants blessés, certains très sérieusement, ne cesse d'augmenter.

Publié le 07 mai sur paris-luttes.info
defcol@riseup.net

moins 3 gardes-à-voir notifiées.
dont au moins 3 GAV notifiées.

18h, rassemblement devant l'Assemblée nationale après l'annonce de l'utilisation de l'article 49-3 par Valls. Un premier groupe se fait nasser par les flics qui se retrouvent encerclés par d'autres manifestant.e.s qui se retrouvent nassés.e.s à leur tour. Puis, une

sorte de situation à la fois calme et bordélique s'instaure avec plein de gens qui arrivent de partout. Au fil de la soirée, des échafaudages éclatent avec la police : lacrymos, barricades, etc. dans le quartier de l'Assemblée nationale, des deux côtés de la Seine. Des petites manifs sauvages démarrent, aux cris de « Valls, Hollande, démission ».

OUI, LES POUFFIASSES S'Y METTENT

UN TEXTE DU COLLECTIF FÉMINISTE DE LA FAC DE NANTES SUITE À L'AGRESSION POLICIÈRE SEXISTE SUBIE À LA MANIFESTATION DU 28 AVRIL.

Jeudi 28 avril, à l'occasion de la dixième manifestation nantaise contre la « loi travail » et son monde, l'une de nos camarades a été raflée par la BAC lors d'une charge dirigée explicitement contre la banderole féministe qu'elle brandissait. Traînée sur le sol sur plus d'une dizaine de mètres, elle a été violentée comme en témoignent les hématomes (marques en forme de mains, coups de matraques) qui se trouvent sur son corps.

« Pute », lui assène les yeux dans les yeux un policier alors qu'elle était maintenue au sol. « Salope ! » lui envoie un autre. Les brigadiers ricanent entre eux : « Mais c'est une pouffiasse ! Si même les pouffiasses s'y mettent, maintenant !... ». Discours révélateur d'une police ultra-sexiste qui s'estime tout permis. On notera le virilisme ambiant au sein des forces de l'ordre, qui n'hésitent pas à humilier les manifestant.e.s. Ils auraient pu l'attaquer sur sa place dans le cortège ou ses convictions. Mais non, sa seule faute, c'est d'être une femme ! Nous rappelez fermement que les insultes sexistes sont répréhensibles, or, les forces de l'ordre ne sont-elles pas censées faire respecter ces mêmes lois qu'elles bafouent en toute impunité ?! Car cet exemple ouvertement machiste n'est pas un cas isolé. Nombreux sont les actes policiers orduriers qui s'appuient sur une supposée « infériorité des femmes » : agression sexuelle sous couvert de contrôle, insultes à caractère misogyne, attouchements...

Alors, OUI, les pouffiasses s'y mettent. Parce qu'aujourd'hui, c'est l'heure de la lutte et il n'y aura pas de lutte sans lutte des femmes ! Que ce soit contre cette police qui symbolise l'oppression patriarcale, que ce soit au sein d'un mouvement militant qui parfois fait siens les schémas oppressifs, que ce soit au travail, dans la rue ou chez nous, nous avons notre place et nous comptons bien l'occuper.

FACE AU SEXISME INSTITUTIONNALISÉ, SOYONS RELOUES, BOUSILLONS TOUT !

Texte trouvé sur <https://lignesdeforce.wordpress.com/>

A CELLES ET CEUX QUI FILMENT EN MANIF

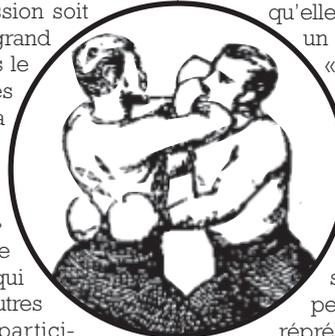
Nous constatons que certain.e.s d'entre vous ne prennent aucune précaution pour protéger les manifestant.e.s vis-à-vis de toute forme de répression. Vous êtes trop nombreuses et nombreux à nous filmer ou à nous prendre en photo et à poster ensuite ces données sur internet.

Que vous soyez amateurs ou journalistes, indépendant.e.s ou non, cela ne change rien au fait que vous nous mettez potentiellement en danger en facilitant le travail de la police. En effet, certaines personnes finissent par être inculpées à cause de vos images. Que nous soyons masqué.e.s ou non, vos pratiques nous posent problème et ne sont plus souhaitables au sein de nos cortèges.

Nous vous invitons donc à ne plus dégainer vos appareils photos et vos caméras afin d'immortaliser des manifestantEs en conflit avec la police, ou dans toute autre circonstance.

Notre liberté passe avant votre envie ou votre besoin de nous filmer.

Comité anti-répression



FACE AUX FLICS, AUX JUGES ET À LA RÉPRESSION, L'ENTRAIDE ET LA SOLIDARITÉ FONT PARTIE DE NOS MEILLEURES ARMES. LA PRÉSENCE DES MÉDIC'TEAM ET DES COLLECTIFS DE DÉFENSE JURIDIQUE EN MANIF' ET APRÈS NOUS DONNE L'OCCASION DE LE CONSTATER AU QUOTIDIEN DANS CE MOUVEMENT.

TÉMOIGNAGE D'UNE STREETMEDIC LORS DE LA MANIFESTATION DU 1^{ER} MAI À PARIS

Je tenais à écrire ce témoignage pour que ce que l'on a vécu durant la journée de mobilisation du 1^{er} mai contre la loi travail soit rendu public rapidement.

Cette manifestation a été, de mon point de vue, une des plus violemment réprimées depuis le début du mouvement. Néanmoins, c'est aussi lors de cette journée que j'ai pu assister à des pratiques collectives de solidarité, d'une ampleur et d'une force que je n'avais jamais connues auparavant.

En tant que StreetMedic, nous avons eu à soigner, rassurer, prendre en charge d'innombrables blessé.e.s. Et quels que soient nos efforts de comptabilité, nous ne pouvons avoir accès qu'à un nombre restreint des victimes de la police, tant les affrontements sont massifs et étendus.

Nous avons vu et soigné des blessé.e.s graves, des tirs tendus au flashball, aux grenades lacrymogènes, aux grenades de désencerclement. Des tirs au visage, dans les yeux, les mains, sur les membres, sur tout le corps. Nous avons vu des doigts à demi sectionnés, de

la peau brûlée, des personnes sous le choc, terrorisées.

De manière générale, les blessé.e.s nous arrivent par salves. La première fois, c'était dans une grande nasse avant d'arriver à Nation: 4 blessé.e.s graves, beaucoup d'autres plus léger.e.s. Nous avons dû improviser un triage, dans un poste de soin avancé malgré les affrontements tout proches.

Là, j'ai vu les manifestant.e.s nous protéger, faire barrage de leur corps lorsque les charges de CRS sont arrivées sur nous. Beaucoup de personnes sont restées là, à se mettre en danger, à prendre le risque de se faire arrêter, matraquer, tirer dessus. Par solidarité. Et c'est cette attitude, qui a continué de me marquer tout au long de la journée.

Plus tard, à Nation, nous avons pris en charge une personne dont une artère avait été sectionnée au niveau de la cheville, par un tir tendu de la police. Elle avait donc une hémorragie pulsatile, ce qui la rendait indéplaçable, pour pouvoir maintenir un point de compression. Nous sommes donc resté.e.s avec elle, à la soigner au centre de la place, pendant que les grenades lacrymogènes pleuvaient partout et que les tirs tendus sifflaient. Rapidement, d'autres blessé.e.s nous ont été amené.e.s.

Un périmètre de sécurité formé par une trentaine de personnes s'est établi autour de nous. Nous agitions un grand drapeau StreetMedic dans l'espoir que la police ne charge pas et laisse parvenir jusqu'à nous les secours que l'on avait appelés pour évacuer les blessé.e.s les plus lourd.e.s.

Mais une pluie ininterrompue de grenades lacrymogènes s'est mise à pleuvoir sur notre petit périmètre. Nous étions quasiment les dernier.e.s sur la place. J'étais aveuglée et asphyxiée. Une main comprimant l'artère d'un.e des blessé.e.s, l'autre protégeant sa tête des

tirs. Mais même les deux mains immobilisées, sans rien voir et sans pouvoir respirer, je savais que l'on me protégeait.

Toutes ces personnes, StreetMedic, manifestant.e.s, inconnu.e.s sont resté.e.s autour de nous et ont gardé la ligne. Certaines ont placé leurs corps au-dessus de nous pour faire barrage aux palets de lacrymo brûlants qui tombaient en pluie sur nous. L'une d'entre elles a d'ailleurs vu son sac commencer à flamber. Mais elles sont toutes restées jusqu'à la fin.

Je ne veux pas faire ici une apologie de martyr, et je pense que nous aurons beaucoup à nous questionner sur la façon que nous avons eu de nous mettre en danger, physiquement, nous, manifestants, et particulièrement les StreetMedics.

Mais à l'issue de cette journée, je tenais à dire à quel point j'ai été touchée par la solidarité collective, massive dont j'ai été témoin, et ce, tout au long de cette journée. J'ai vu des manifestant.e.s de tendances très différentes prendre soin les uns des autres. Individuellement, en groupes ou en tant que cortèges. Et ce, malgré un degré de répression intense et soutenu.

De mon point de vue de StreetMedic, cette journée a été un bain de sang. Nos interventions tiennent de plus en plus de la médecine de guerre. Mais paradoxalement, le sentiment le plus fort, le plus présent chez moi à l'issue de cette journée, c'est la gratitude, un sentiment fort de cohésion, de solidarité, de force, de convergence et de détermination. La preuve en acte que nous, étudiant.e.s, travailleurs, chômeurs, précaires nous pouvons être plus fort.e.s face aux patrons, à l'état, à sa police.

**LA SOLIDARITÉ
EST UNE ARME INESTIMABLE.**

Publié sur paris-luttes.info le 2 mai.



Mots lus et entendus sur les murs, les banderoles, les pancartes dans les manifs, les occupations...

Paris est commune
Mayotte est partout
Regarde ta Rolex c'est l'heure de la révolte
On va tout niquer mais gentiment
Ça sent le Gatz. On a la rage
Vous pensiez vraiment qu'on allait rester sur Twitter ?
Si on avait voulu se faire baiser par le gouvernement on aurait élu Johnny Depp
Mais alors dit Alice, si le monde n'a plus aucun sens, qui nous empêche d'en inventer un autre
Fl(r)ic, Porsche, assassin
Manu ciao
Les conditions objectives sont réunies

On est nombreux, on fait ce qu'on veut
police casse-toi! la rue n'est pas à toi
Premier, deuxième, troisième turbin, nous sommes tous des précaires clandestins
Bloquez comme vous êtes
La grève générale jusqu'à la retraite, c'est bon pour le moral, et ça fait mal au capital. Pour les mettre au tapis, bloquons l'économie
Jeunes et insurgées le monde est à nous
Le ciel sait que l'on on saigne sous nos cagoules
Nous naissons de partout, nous sommes sans limite
Nous sommes tous des casseurs

Vu qu'on nous paye au lance-pierres faut pas s'étonner si on s'en sert
Oeil pour oeil
Il nous faut un mouvement social qui peut brûler des voitures mais avec un objectif
Moins de patrons, plus de Shegueys
Fin du travail, nuit magique
Le monde ou rien
Nique l'économie
Paris, debout soulève toi
Remi, Zyed, Boona, on oublie pas
Soyons ingouvernable!
Il n'y aura pas de présidentielle
Nos rêves ne rentrent pas dans vos urnes
Ce tag est démocrati-

que, il a été voté en AG
La fin d'un monde s'annonce par des signes contradictoires
Winter is coming
Contre la loi travail, port du casque obligatoire en centre ville
Continuons le début!
J'ai embrasé un flic
Mange ta bac d'abord
France annulée
La propriété ne sent pas la douleur
49.3 le mercure monte
Métro, boulot, comico, bloquons tout!
Contre le flash-ball et son monde

Et voir le site quotidiennement mis à jour <http://larueourien.tumblr.com/>

À HAUTE VOIX, À MAINS LIBRES

AG FÉMINISTE NON MIXTE

À L'INITIATIVE DE QUELQUES FEMMES INVES-
TIES DANS LES LUTTES POUR LES FEMMES,
À TRAVERS DES DISCUSSIONS EN NON-MIXITÉ,
DES SYNDICATS... DES ASSEMBLÉES GÉNÉRALES
SONT APPELÉES POUR SE RÉUNIR EN NON-MIXITÉ
ET POUR S'ORGANISER DANS LE CONTEXTE DE
LA LUTTE CONTRE LE PROJET DE LOI TRAVAIL DIT
«LOI EL KHOMRI» ET DISCUTER DES FEMMES ET
DU TRAVAIL SOUS TOUTES SES FORMES (FEMMES
AU CHÔMAGE, FEMMES AU FOYER, SALARIÉES,
RETRAITÉES, ÉTUDIANTES ET LYCÉENNES VOUS
ÊTES LES BIENVENUES).

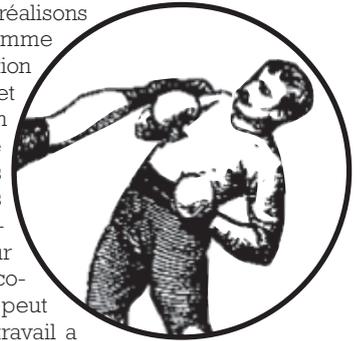
TEXTE INTRODUCTIF D'UNE DES PARTICI- PANTES DE L'AG DU 23/04

« J'aimerais que vous écriviez un cour-
rier pour moi. Un courrier pour infor-
mer mon employeur que je préfère
rester sur le site où je suis actuelle-
ment. Parce que même si la nouvelle
affectation a été recommandée par le
médecin du travail, je préfère prendre
sur moi, avoir encore un peu mal, plu-
tôt que d'avoir une à deux heures de
transport pour me rendre au travail». Ce
bref récit que je viens de vous faire
est l'illustration de cette guerre jour-
nalière du travail contre les être
humains, dont je suis le témoin en tant
qu'écrivaine publique dans un centre
social. Je suis une fois par semaine la
main administrative de tout un tas de
personnes dans l'incapacité d'écrire
pour résoudre leurs problèmes quoti-
diens. Je suis à l'avant poste de toutes
les demandes concernant la couverture
médicale universelle, les demandes de
CAF, les formulaires HLM, les procé-
dures de divorce... et cetera et même
si de nombreux hommes viennent à ma
rencontre, force est de constater que

le travail du revenu social, c'est-à-dire
toutes les prestations reversées par
l'État pour joindre les deux bouts, est
principalement réalisé par des femmes.
Outre cette expérience qui ne fait qu'as-
surer ma conviction féministe, je garde
en mémoire les différentes maladies de
ma propre mère : opération du canal
carpien et problèmes de genoux à force
de porter des courses et de réaliser
des tâches à répétition. Des accidents
du travail domestique non reconnus
comme métier à risque. Je pense à mes
copines qui à l'université se prennent
des remarques déplacées par leur pro-
fesseur et à qui l'ont demandé de mettre
en avant leurs origines et le fait qu'elles
sont femmes lorsqu'elles organisent une
rencontre universitaire. Je me remémore
ces femmes qui pensent avoir égalisé
les hommes à jouer leur jeu dans le
monde du travail, mais se retrouvent
à devoir répondre à la question sui-
vante durant l'entretien d'embauche :
« envisagez-vous d'avoir des enfants
dans l'avenir? ». Je pense à ma copine,
travailleuse au restaurant du CROUS
de mon université, qui calcule ses
indemnités de retraite et qui se trouve
obligée de prolonger ses années de
travail pour pouvoir partir avec un peu
plus de 400 euros par mois. Je pense à
cette femme à Belleville, qui s'était prise
une baffa gratuitement par un homme,
s'autorisant ce geste parce qu'elle était
immigrée et prostituée. Je pense à moi
qui ai dû batailler pour faire la plonge
parce que j'en avais assez de faire
du service dans la pizzeria où j'étais
serveuse, parce que mes supérieurs
considéraient ce poste comme dévolu
aux hommes. Je pense à toutes ces filles
militantes qui font tout le travail politique
mais qui se taisent durant les grandes
assemblées générales. Je pense à plein
de choses et cela déborde largement la
question du travail.

Je profite de cette lutte actuelle contre
le projet de loi El Khomri afin de réali-
ser un espace commun, une lutte com-
mune et une conscience commune.
Les femmes représentent la majorité
de la classe sociale des précaires. Et
nous sommes pour moi une classe
sociale à part, car nous réalisons
des métiers définis comme
féminin. Il n'est pas question
seulement ici de parler et
de s'organiser contre son
employeur, mais contre
tous les types de patrons
que nous rencontrons
dans notre vie. Il est effec-
tivement important pour
nous d'être autonomes éco-
nomiquement, mais qui peut
dire réellement que le travail a
libéré les femmes? Personne. Et si cer-
taines se sentent l'égal des hommes,
derrière chaque grande femme se
cache une autre femme.

J'ai dans l'espoir que nous puissions
ici discuter, échanger sur nos condi-
tions de vie et de travail, proposer des
idées dans le court et long terme et
agir. Et pourquoi pas nous confronter,
car nous sommes « des femmes » et
non « la femme » et que nous devons
rester vigilantes sur nos différences
d'expérience et les reconnaître pour
ne pas reproduire les divisions qui nous
séparent. »



**PROCHAINE AG LE SAMEDI 14 MAI, À
LA BOURSE DU TRAVAIL CENTRALE DE
PARIS, 3 RUE DU CHATEAU D'EAU,
M° RÉPUBLIQUE, SALLE E. VARLIN,
DE 14H À 17H**

**Pris.e.s dans l'urgence de l'action
et de la mobilisation nous
oublions bien souvent l'expé-
rience critique des dernières
décennies. Voici quelques
textes à lire et confronter pour
remédier à l'amnésie et nous
faire réfléchir sur où on va col-
lectivement, et aider aussi les
collectifs en lutte à constituer
des infokiosques sur le sujet.
Ces suggestions sont bien
entendues non exhaustives et
seraient à enrichir collective-
ment!**

**Le mouvement contre la
réforme des retraites de 2010**

Soap opera et lutte des
classes, brochure de textes
issue de l'AG de lutte «Tur-
bin»: <https://infokiosques.net/spip.php?article852>

L'idéologie du blocage,
Peter Vener: <https://infokiosques.net/spip.php?article820>

QUELQUES PAVÉS

Paradoxes en automne:
<http://reposito.internetdown.org/analyses/paradoxes.pdf>

Henri Simon, À propos
du mouvement contre la
réforme des retraites: <http://www.article11.info/Henri-Simon-A-propos-du-Mouvement-Sur-le-mouvement-des-places-en-Espagne>

Composition: indignados
et mouvement du 15 M, 2014,
Collectif Mauvaise Troupe:
<https://constellations.boum.org/spip.php?article56>

**Sur les mouvements «Occupy»
aux Etats-Unis**

Occupy, cette agaçante
interruption du business as
usual: https://www.infokiosques.net/lire.php?id_article=925

Sous une tenue anti-émeute
(sur la Commune d'Oakland):
<http://sicjournal.org/sous-une-tenue-anti-emeute/Mouvement-contre-le-CPE-de-2006-et-autres-luttes-dites-étudiantes>

De la grève étudiante
à la grève humaine: retour
sur le mouvement étudiant à
Rennes II: <https://infokiosques.net/spip.php?article123>

Compilation des titres des
tracts et brochures du mouve-
ment sur <http://archivesautonomies.org/spip.php?article103>

Beaucoup de textes sur le
CPE disponibles sur Infokiosques.net: <https://infokiosques.net/recherche.php3?recherche=CPE&zou.x=0&zou.y=0>

**Mouvement des chômeurs
et précaires de 1997-1998**

Le Lundi au soleil, éditions
de l'Insomniaque, extraits ici:
<http://www.collectif-rto.org/Le-lundi-au-soleil-chomeurs-et>

Ce qui ne fût pas, 1998,
Fabrice Wolff: <https://sites.google.com/site/lefinmotdelhistoire/ce-qui-ne-fut-pas-reflexions-sur-le-mouvement-des-chomeurs-de-l-hiver-1997-1998-en-france-fabrice-wolff-1>

**Sur la «convergence»
Plaidoyer pour que les mineurs
du monde entier se recon-
naissent dans les souffrances
des caissières de grand maga-
sin**: <https://www.infokiosques.net/spip.php?article769>

**Et pour se vacciner contre un
des mythes de la gauche**

Jun 1936 - Le Front populaire
au secours du capitalisme fran-
çais: <https://www.infokiosques.net/spip.php?article95>

RÉPUBLIQUE: APPEL À ENCADRER JOYEUSEMENT LE RASSEMBLEMENT DE LA POLICE LE 18 MAI !

Vu l'alinéa 13 du 14^e article de la constitution déclarant que « nous souhaitons une vie libérée de toute police »

Vu le traité 1312 attestant que tous les flics sont des bâtards

Vu la loi du 1^{er} mai 2016 établissant « pas de bâtard sur nos trottoirs »

Vu le code de mon vélo

Vu la loi n°98791961 modifiée relative à l'état d'insurrection

Vu l'arrêté n°24363738 sur le tabassage nocturne

Vu le communiqué de presque du groupuscule d'ultra-droite Alliance, transmis par télécopie le 04/05/2016, annonçant la tenue d'un rassemblement « Stop à la haine anti-flic » place de la République à Paris le 18 mai 2016.

Considérant que les « flics » surnommés, connus de nos services comme policiers, gendarmes, CRS et porcs en armures, constituent un corps armé, hiérarchisé, lui-même infiltré par des minorités ultra violentes et extrêmement mobiles;

Considérant qu'ils se sont régulièrement rendus coupables de violences dans et en marge des manifestations; tirs de flashball ayant suscité des éborgnements, usage de grenades ayant perforé les chairs, matraquage, gazage, séquestrations, enlèvements, homicides volontaires ayant entraîné la mort;

Considérant l'existence de la BAC;

Considérant qu'au quotidien la mouvance policière est responsable de la mort, en moyenne, de 15 personnes par an, de 7 à 77 ans, de fouilles au faciès, de discriminations sexistes et racistes, d'humiliations régulières, de passages à tabac et du maintien des frontières physiques et mentales;

Considérant que la police mène une guerre à la population visant à perpétuer un ordre que nous contestons et qu'elle ne se différencie d'une association de malfaiteurs que par l'étendue de son organisation, la légitimation

structurelle de ses actes et l'impunité judiciaire qui en découle;

Considérant que tout le monde déteste la police;

Considérant que chaque policier.e exerce cette fonction en toute connaissance de cause et peut désertier;

Considérant que la police est une organisation internationale ayant commis des méfaits similaires sur l'ensemble des territoires où elle sévit, de la Grèce à Bergson, du Maghreb à Ferguson;

Considérant que la police par sa seule existence entrave l'expression d'une vie réellement libérée;

Considérant que, à juste titre, tout le monde déteste la police;

Considérant les notes rouges de nos services de renseignements confirmant que le groupe organisé Alliance rassemble les éléments les plus radicaux et incontrôlables de la mouvance policière qui réclament le renforcement de l'arsenal dont ils disposent revendiquant ainsi la perpétuation du permis de tuer déjà en vigueur;

Considérant que d'autres groupuscules d'ultra-droite – comme la Ligue de Défense Juive – appellent à rejoindre la manifestation;

Considérant que la place de la République sollicitée pour ce rassemblement est actuellement occupée par le mouvement Nuit Debout et les diverses formes d'opposition à la loi Travail et son vieux monde;

Considérant qu'il est con et sidérant d'autant considérer;

Vu la provocation,

ARRÊTE:

L'interdiction du rassemblement policier place de la République prévu le 18 mai 2016 à 12h de l'après-midi.

La mise en nasse des éventuels individus récalcitrants par les Insurgées de la ville de Paris, soit l'encercllement sans sommation desdits sujets selon la technique « du sandwich au poulet ».

« AU TRAVAIL! PARTOUT, ORGANISONS DES COMITÉS D'ACTION »

Depuis le 6 avril dernier, nous nous réunissons en comités d'action à la Bourse du Travail de République. Depuis un mois, salarié.e.s, précaires, intermittent.e.s, étudiant.e.s lycéen.ne.s, nous luttons contre le projet de loi travail, l'état d'urgence, et la précarisation de nos conditions de vie.

Nous ne croyons pas au « dialogue social » dont seuls les patrons profitent, mais au rapport de force construit collectivement par les personnes concerné.e.s C'est déjà difficile aujourd'hui de lutter, de faire grève, de contester son patron ou sa hiérarchie!

Ici en Île-de-France, nous proposons d'ouvrir un espace pour mettre en commun les différentes initiatives qui s'organisent un peu partout, qu'elles soient sectorielles (lycéen.ne.s, étudiant.e.s, salarié.e.s, intermittent.e.s, précaires...) ou de convergence (interpro, interluttés, nuit debout), discuter, se coordonner, mutualiser les expériences et les pratiques de lutte.

Un espace qui puisse accueillir les travailleu.se.s isolé.e.s dans des secteurs peu ou pas mobilisés, précaires, intérimaires, stagiaires, associatifs... et faire cohabiter différentes formes d'actions adaptées aux situations de chacun.e.

Un espace qui s'est constitué hors des bureaucraties syndicales et politiques et qui compte déjà des comités sur la précarité, le blocage de l'économie, la répression, la convergence des luttes, et la diffusion de nos idées par tous les moyens.

Nous voulons faire vivre la lutte avec propositions d'actions concrètes: occuper l'espace public, par des diffusions de tracts et collages d'affiches. Organiser la solidarité en créant des caisses de grève, aller rencontrer les grévistes sur les lieux de travail. Soutenir les débrayages, aider à bloquer des entreprises et des institutions pour permettre à celles et ceux qui le veulent d'arrêter le travail, même quelques heures. Viser là où ça fait mal, le portefeuille des patrons: bloquer l'économie.

NOUS APPELONS À LA CRÉATION DE COMITÉS D'ACTION PARTOUT POUR NOURRIR LA MOBILISATION ET PERMETTRE DE GÉNÉRALISER LA GRÈVE. DANS NOS QUARTIERS, DANS NOS VILLES, ORGANISONS-NOUS!

Point fixe à République tous les soirs de 18h à 21h et réunion ouverte des comités d'action tous les mercredis à 18h

à la Bourse du Travail Centrale

comites.action.travail@riseup.net

À NE PAS MANQUER

SAMEDI 14 MAI: Rdv à 14h, dans le hall Est du site de Tolbiac de la BnF pour soutenir la grève des précaires du site.

À partir de 17h, soirée à prix libre en soutien aux victimes de la répression des mouvements sociaux en cours. Repas et boissons, projection de *Paris Grand Capital* et concert. À la CNT, 33 rue des Vignoles, Paris.

DIMANCHE 15 MAI: RDV à Châtelet-Les Halles à 13h sur le quai du RER B direction Robin-

son pour une action massive en mode blocage économique contre le travail le dimanche. Soyons ponctuels et motivés.

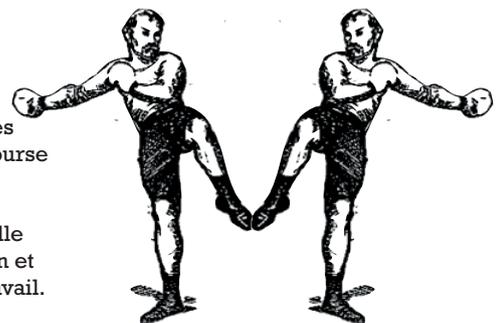
MARDI 17 MAI: journée de grève et de manifestation contre la « Loi travail ».

MERCREDI 18 MAI: début de la grève générale interprofessionnelle jusqu'au retrait du travail, de la loi, du capitalisme, de l'état, j'en passe et des meilleurs...

Appel à encadrer le rassemblement de la police Place de la République dans la matinée.

Nouvelle réunion des Comités d'Action à la Bourse du Travail de Paris.

JEUDI 19 MAI: nouvelle journée de manifestation et de grève contre la loi travail.



POUR TROUVER DES INFOS
[HTTP://ACTUALITEDESLUTTES.INFO/](http://ACTUALITEDESLUTTES.INFO/)
[HTTPS://PARIS-LUTTES.INFO/](https://PARIS-LUTTES.INFO/)